

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Cécile Henrard, *Présidente* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Éloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.02.25

#Objet : Question orale de Messieurs Alan Lenglet et François Lebovy (ECOLO-GROEN) : skatepark
#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames les Échevines et Messieurs les Échevins,
Chers collègues,

Les québécois, très attachés à la défense de la langue française, nomment cela une aire pour planches à roulettes, un skatepark devait voir le jour sous le viaduc initialement pour ce printemps 2025.

Un projet proposé par les habitantes et les habitants d'Auderghem lors du budget partagée en 2021.

Celui-ci a été soumis à l'enquête publique du jeudi 26 septembre au jeudi 10 octobre 2024.

Nous avons appris que la Région, via le fonctionnaire délégué, a décidé de "suspendre" le permis que la commune avait délivré le 20 décembre.

Nos questions sont les suivantes :

- Initialement qui a introduit le dossier ?
- Combien de réactions y-t-il eu à l'enquête publique ?
- Quelles sont les raisons de cette suspension ?
- Quelles conséquences aura cette suspension sur le projet ?
- Quelle est la position du collège quant à cette suspension ?

Pour le groupe Ecolo-Groen, François Lebovy Alan Lenglet

- **Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine**

Monsieur Lenglet, Monsieur Lebovy,
Chers Messieurs les conseiller communaux,

Si les québécois sont attachés à la langue française, soyez assurés que nous le sommes également, d'autant plus vu le contexte politique fédéral face auquel ma formation politique, vous vous en doutez, sera attachée à veiller aux intérêts de tous les francophones.

Ceci dit, il ne sera pas seulement question d'une « aire pour planches à roulettes » mais seront aussi les bienvenus dans ce futur skatepark les rollers, les trottinettes, voire les BMX.

Skatepark qui devait voir le jour à la mi-mars 2025 mais dont la livraison est effectivement retardée de plusieurs mois, sans avoir à ce stade une idée précise du nouveau calendrier et ce, au vu de la suspension du permis d'urbanisme, introduit par Antidote Skateparks, par le fonctionnaire délégué d'Urban.brussels.

Urban.brussels, qui est une administration régionale et qui était pourtant bien représentée lors de la commission de concertation du 24 octobre 2024 et qui n'a pas voté contre. Elle s'est abstenue en indiquant que son avis pour l'octroi du permis était conditionné à la signature d'une convention de concession par la Région. C'est d'ailleurs en ce sens que le permis conditionnel a été délivré par le Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 10 décembre 2024 (et non le 20 décembre comme vous l'évoquez) ; et qui a tenu compte aussi, des 7 réactions émises durant l'enquête publique. Je souligne par ailleurs, que 7 réactions est extrêmement peu pour un tel projet et c'est une excellente nouvelle car cela veut dire que le projet est soutenu par les citoyens ; d'autant plus que le permis et le projet répondent aux remarques qui ont été émises.

A savoir qu'Antidote Skateparks a remporté le marché relatif à la réalisation du skatepark dans le cadre d'un « Design & Build », qui est un mode de gestion de projet bien particulier, dans lequel l'initiateur du projet, ici la commune pour compte des jeunes porteurs du projet, va passer un seul contrat avec une seule entité, qui va fournir à la fois les services de design (conception et architecture) et de construction (maîtrise d'ouvrage et exécution des travaux). Cela signifie qu'une seule entreprise est responsable à la fois de la conception du projet et de sa réalisation. Cette méthode permet de créer un flux de travail unique, du début à la fin du projet, pour simplifier les démarches, réduire les risques et les coûts, mais aussi éviter les conflits de responsabilité.

C'est également ainsi que la commune d'Auderghem a procédé pour la réalisation et la construction du Gymnasium en « Design & Build », procédure qui avait été acceptée et c'était alors l'entreprise qui avait aussi introduit le permis d'urbanisme et, l'a obtenu.

Même scénario et même concept donc dans ce cas-ci. Nous avons suivi la même procédure urbanistique que pour le Gymnasium. Il semblerait toutefois que l'administration régionale ait évolué puisqu'en date du 23 décembre, le permis a été officiellement suspendu par le Fonctionnaire délégué qui repose sur le fait qu'il n'acceptait pas que la Commune délivre le permis et que, selon sa motivation formelle, le projet concernerait des travaux relatifs à des équipements scolaires...

Nous avons donc, à la veille de Noël, immédiatement réagit en désignant un avocat et en demandant à être entendu devant le Collège d'urbanisme, qui est un organe indépendant de l'administration et du Gouvernement.

La motivation du fonctionnaire délégué étant manifestement erronée (puisque sauf erreur de ma part, ce projet ne rentre pas dans le cadre d'équipement scolaire...), ce dernier a tenté, le 16 janvier dernier lors de l'audition devant le collège d'urbanisme, d'y substituer le fait que les travaux porteraient sur des infrastructures de communications routières, pour lesquels le Fonctionnaire délégué serait compétent en matière de délivrance de permis.

Nous avons répondu, d'une part, qu'il ne paraissait pas évident qu'une substitution de motifs puisse avoir lieu au stade de la tutelle de suspension et que, d'autre part, surtout, le projet d'aménagement d'un skatepark sous le viaduc ne peut être assimilé à des travaux d'infrastructures routières.

A supposer même que l'on puisse raisonner plus sagement – et admettre ainsi que la notion d'« infrastructure routière, ferroviaire ou fluviale » engloberait, non seulement, la voie de communication elle-même mais, également, ses dépendances et abords, cela n'aurait pas pour effet de rendre le Fonctionnaire délégué compétent pour connaître de la demande de permis litigieuse.

En effet, même pris sous l'angle de l'ouvrage (viaduc) en dessous duquel le skatepark est destiné à s'implanter, encore faut-il souligner que le permis litigieux ne porte pas sur des actes et travaux qui concerneraient cette infrastructure et, d'ailleurs, n'autorise aucun travaux sur le viaduc. Il s'agit en effet uniquement d'autoriser l'aménagement du skatepark, lui-même, sans apporter de modification à l'infrastructure du viaduc routier et sans que celui-ci ne fasse l'objet de travaux.

D'ailleurs, la concession domaniale conclue avec la Région de Bruxelles-Capitale, qui porte uniquement sur la parcelle située sous le pont de Watermael, précise elle-même, qu'aucune modification ni travaux ne peuvent être apportés au viaduc et à ses parois.

Je vous renvoie à cet effet aux articles 1, 2, 5 et 12 de la convention approuvée ici en Conseil communal.

Notre argumentaire a été que les travaux d'aménagement du skatepark sont donc tout-à-fait autonomes et indépendants du viaduc routier et de son infrastructure, qui ne seront nullement impactés par la présence du

skatepark.

Il s'imposait donc de constater que le permis d'urbanisme ne concerne pas l'installation ou la modification d'infrastructures de communications routières et qu'il ne relèverait donc pas de la compétence du Fonctionnaire délégué.

Malgré ce développement, le Collège d'Urbanisme a abondé dans le sens du Fonctionnaire délégué et a statué en faveur de la suspension du permis en date du 7 février dernier. La décision revenait alors au Gouvernement bruxellois qui avait jusqu'au 8 mars pour se prononcer.

Je vous rassure, en parallèle et pour éviter de perdre davantage de temps, le service des Sport travaille à l'introduction d'une nouvelle demande de permis.

A savoir également, qu'une demande de permis d'urbanisme a été introduite par JC DECAUX auprès de la région en date du 29 janvier pour, selon son objet « déplacer la station Villo! suite à la construction d'un skatepark sous le viaduc de Watermael ».

Puis, nous avons appris hier que le Gouvernement régional bruxellois a décidé de suivre la position du Fonctionnaire délégué et du Collège d'Urbanisme et a donc annulé le permis.

Cependant, le Gouvernement a confirmé qu'une nouvelle procédure était bien en cours pour obtenir le permis en bonne et due forme d'un point de vue purement administratif et qu'Urban se prononcerait prochainement sur ce dossier.

Nous avons de bonnes chances d'obtenir ce permis car à part la question de la procédure, Urban n'a pas émis d'autres remarques et plusieurs points positifs sont à soulever. Je tiens tout de même à rappeler que :

- le projet du PAD Herrmann-Debroux, validé par le Gouvernement régional, prévoit un espace de sport urbain de type skatepark sous ce même viaduc ;
- nous avons obtenu un subside de 150K EUR octroyé par le Gouvernement régional pour la réalisation de ce skatepark ;
- la convention entre la commune et la région nous concède la surface au sol pendant une durée de 20 ans.

Cela démontre, si cela peut nous rassurer, que les différentes administrations soutiennent ce projet.

Ce contre-temps est effectivement dommage pour tous ces jeunes (et moins jeunes) qui ont travaillé avec cœur et dynamisme pour réaliser et voir aboutir ce beau projet. Nous devons donc encore toutes et tous patienter quelques mois avant de pouvoir inaugurer ce fameux skatepark !

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

La Présidente,
(s) Cécile Henrard

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 21 février 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Cécile Henrard, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Éloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.02.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van Alan Lenglet en François Lebovy (ECOLO-GROEN):
skatepark #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames Schepenen en Heren Schepenen,
Beste collega's,

De Quebecers, die sterk gehecht zijn aan de verdediging van de Franse taal, noemen dit een "aire pour planches à roulettes", een skatepark dat oorspronkelijk gepland was om in het voorjaar van 2025 onder het viaduct te worden gerealiseerd. Een project dat werd voorgesteld door de inwoners van Oudergem in het kader van de gedeelde begroting van 2021. Dit project werd onderworpen aan een openbaar onderzoek van donderdag 26 september tot en met donderdag 10 oktober 2024. We hebben vernomen dat het Gewest, via de gemachtigde ambtenaar, heeft besloten om de vergunning die de gemeente op 20 december had afgeleverd, te "schorsen".

Onze vragen zijn als volgt:

- Wie heeft oorspronkelijk het dossier ingediend?
- Hoeveel reacties waren er tijdens het openbaar onderzoek?
- Wat zijn de redenen voor deze schorsing?
- Welke gevolgen heeft deze schorsing voor het project?
- Wat is het standpunt van het College over deze schorsing?

Voor de Ecolo-Groen-fractie, François Lebovy, Alan Lenglet

Antwoord van mevrouw Éloïse Defosset, Schepen

Mijnheer Lenglet, Mijnheer Lebovy, Beste raadsleden,

Als de Quebecers gehecht zijn aan de Franse taal, wees er dan van verzekerd dat wij dat ook zijn, zeker gezien de federale politieke context waarin mijn politieke formatie, zoals u zich kunt voorstellen, zal blijven waken over de belangen van alle Franstaligen.

Dat gezegd zijnde, zal het niet alleen een "aire pour planches à roulettes" zijn, maar ook rolschaatsers, stepgebruikers en zelfs BMX'ers zullen welkom zijn in dit toekomstige skatepark.

Het skatepark was gepland voor medio maart 2025, maar de oplevering is inderdaad met meerdere maanden uitgesteld, zonder dat we op dit moment een precieze nieuwe planning kunnen geven, gezien de schorsing

van de stedenbouwkundige vergunning. Deze vergunning, ingediend door Antidote Skateparks, werd door de gemachtigde ambtenaar van Urban.brussels geschorst.

Urban.brussels, een gewestelijke administratie die goed vertegenwoordigd was tijdens de overlegcommissie van 24 oktober 2024, had zich niet uitgesproken tegen het project, maar zich onthouden. Ze had aangegeven dat haar advies voor het verlenen van de vergunning afhankelijk was van de ondertekening van een concessieovereenkomst door het Gewest. Op basis hiervan heeft het College van Burgemeester en Schepenen op 10 december 2024 (en niet op 20 december zoals u vermeldt) een voorwaardelijke vergunning afgeleverd, waarbij ook rekening werd gehouden met de 7 reacties die tijdens het openbaar onderzoek werden ingediend.

Ik benadruk overigens dat 7 reacties bijzonder weinig zijn voor een dergelijk project, wat een uitstekend teken is, aangezien dit aantoonde dat het project wordt gesteund door de burgers. Des te meer omdat de vergunning en het project inspelen op de goede opmerkingen.

Antidote Skateparks heeft de opdracht voor de realisatie van het skatepark binnengehaald in het kader van een "Design & Build"-procedure. Dit is een specifieke projectbeheermethode waarbij de initiatiefnemer, in dit geval de gemeente namens de jonge initiatiefnemers, een enkel contract afsluit met één entiteit die zowel de ontwerpdiensten (concept en architectuur) als de bouwdiensten (projectbeheer en uitvoering) verzorgt. Dit betekent dat één bedrijf verantwoordelijk is voor zowel het ontwerp als de uitvoering van het project. Deze methode zorgt voor een vlottere workflow, vereenvoudigt de procedures, vermindert risico's en kosten en voorkomt aansprakelijkheidsconflicten.

De gemeente Oudergem heeft dezelfde procedure gebruikt voor de bouw van het Gymnasium, een "Design & Build"-project dat destijds werd goedgekeurd en waarbij het bedrijf eveneens de stedenbouwkundige vergunning had ingediend en verkregen.

Hetzelfde scenario en concept dus in dit geval. We hebben dezelfde stedenbouwkundige procedure gevolgd als voor het Gymnasium. Toch lijkt de gewestelijke administratie haar standpunt te hebben gewijzigd, want op 23 december werd de vergunning officieel geschorst door de gemachtigde ambtenaar. De motivatie hiervoor was dat hij niet accepteerde dat de gemeente de vergunning had verleend en dat, volgens zijn formele motivering, het project betrekking zou hebben op werken voor schoolinfrastructuur...

Op kerstavond hebben we onmiddellijk gereageerd door een advocaat aan te stellen en te vragen om gehoord te worden door het College van Stedenbouw, een onafhankelijk orgaan van de administratie en de regering.

De motivatie van de gemachtigde ambtenaar is duidelijk onjuist (want, tenzij ik mij vergis, valt dit project niet onder schoolinfrastructuur). Tijdens de hoorzitting voor het College van Stedenbouw op 16 januari probeerde de gemachtigde ambtenaar zijn argumentatie te wijzigen en te stellen dat het om wegeninfrastructuur zou gaan, waarvoor hij wel bevoegd zou zijn.

We hebben hierop gereageerd door te stellen dat een wijziging van motivering in dit stadium niet evident is en dat een skatepark onder een viaduct niet gelijkgesteld kan worden aan wegeninfrastructuur.

Zelfs als men zou aannemen dat "wegeninfrastructuur" ook de omgeving en bijhorende elementen omvat, zou dit nog steeds niet betekenen dat de gemachtigde ambtenaar bevoegd is voor deze vergunningsaanvraag. De vergunning heeft immers geen betrekking op werken aan het viaduct zelf, noch op wijzigingen eraan.

De concessieovereenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die enkel betrekking heeft op het terrein onder de brug van Watermaal, bepaalt expliciet dat er geen wijzigingen of werken aan het viaduct mogen worden uitgevoerd.

Ondanks deze argumentatie heeft het College van Stedenbouw zich op 7 februari aangesloten bij de gemachtigde ambtenaar en de schorsing van de vergunning bevestigd. De beslissing lag vervolgens bij de Brusselse regering, die tot 8 maart de tijd had om zich uit te spreken.

Om vertragingen te vermijden, werkt de Sportdienst intussen aan een nieuwe vergunningsaanvraag.

Op 29 januari heeft JC DECAUX bovendien een vergunningsaanvraag ingediend bij het Gewest om het Villo!-station te verplaatsen in het kader van de bouw van het skatepark.

Gisteren vernamen we dat de Brusselse regering de positie van de gemachtigde ambtenaar en het College van Stedenbouw heeft gevolgd en de vergunning heeft geannuleerd.

Toch heeft de regering bevestigd dat een nieuwe procedure loopt om de vergunning administratief correct te verkrijgen en dat Urban.brussels zich binnenkort opnieuw over het dossier zal uitspreken.

We maken een goede kans om de vergunning te verkrijgen, want los van de procedurekwestie heeft Urban.brussels geen andere bezwaren geuit. Enkele positieve punten om te benadrukken:

- Het door de regering goedgekeurde RPA Herrmann-Debroux voorziet een stedelijke sportzone (skatepark) onder hetzelfde viaduct;
- We hebben een subsidie van 150.000 EUR ontvangen van de Brusselse regering voor de realisatie van dit skatepark;
- De concessieovereenkomst tussen de gemeente en het Gewest geeft ons het gebruiksrecht op de grond voor 20 jaar.

Dit toont aan dat de administraties dit project steunen. Het is jammer dat er vertraging is voor alle jongeren en minder jongeren die zich met enthousiasme hebben ingezet, maar we zullen nog enkele maanden geduld moeten hebben voor we dit skatepark kunnen inhuldigen!

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Cécile Henrard

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 21 februari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Cécile Henrard, *Présidente* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.02.25

**#Objet : Question orale de Mesdames Élise Willame et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN) : maille
Chant d'Oiseau #**

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,
Cher public,

Ce mercredi 22 janvier, Mme Maelschalck, nouvelle échevine de la mobilité d'Auderghem s'est exprimée au micro de BX1 à propos des dossiers liés à la mobilité auderghemoise.

Outre les impacts des travaux du carrefour Léonard, la question de l'avenir de la Maille Chant d'Oiseau a été évoquée.

Pour rappel, l'objectif de cette maille à cheval entre Auderghem et Woluwé Saint-Pierre est de créer un quartier apaisé. Ce dernier peut être défini comme des zones où la priorité est donnée à la qualité de vie des habitants, des visiteurs, de tous ceux qui y travaillent ou y séjournent. Un espace public amélioré, plus d'air pur, plus de sécurité, plus d'espaces verts, moins de pollution, moins de bruit, moins de trafic de transit motorisé, plus de place pour la marche et le vélo, des transports publics plus accessibles et plus fluides. En un mot, des quartiers de vie.

Selon nos souvenirs, la phase d'étude de cette maille a débuté en 2022. La phase de diagnostic quant à elle, s'est clôturée en 2024. La prochaine étape devrait donc être la phase de proposition des scénarii d'aménagements prévus par la région.

En termes de participation, deux réunions citoyennes ont déjà été organisées à Woluwé Saint-Pierre et à Auderghem ainsi qu'une enquête en ligne organisée en mars 2023 qui a concerné plus de 1000 répondants et qu'une visite exploratoire avec les riverains organisée en avril/mai 2023 durant lesquelles une centaine de personnes s'était réunie.

Selon nos informations, la commune a elle-même lancé un appel pour l'engagement d'un poste à temps plein financé dans le cadre de cette maille.

Dans l'interview consacrée à ce sujet, Mme l'échevine évoque la remise en place d'un processus de participation et d'une nécessité d'obtenir une majorité de réponses favorables avant de débiter les aménagements.

Nos questions sont les suivantes :

- Quelles sont concrètement les prochaines phases de la mise en place de la maille ?

- Vu l'absence de gouvernement régional, quels seront selon vous les impacts sur cette mise en place ?
- Pourriez-vous nous expliquer la raison du lancement d'une nouvelle phase de participation?
- Quels sont les dispositifs que vous pensez mettre en place pour renouveler ce processus?
- Qu'entendez-vous concrètement par « une majorité de réponse favorable » ?
- Allez-vous prendre en compte l'avis des citoyens s'étant exprimé sur le sujet lors de la consultation citoyenne ?

Merci pour vos réponses

Pour le groupe Ecolo-Groen

Élise Willame et Noémie Dekoninck

• **Réponse de Madame Martine Maelschalck, Échevine :**

Merci pour votre question Madame la Conseillère.

Permettez-moi de revenir brièvement sur l'historique du dossier.

Auderghem et Woluwe-St-Pierre ont déposé leur candidature pour la maille Chant d'Oiseau en mars 2020, lors de la 2ème vague d'appels à projets.

Les objectifs des mailles sont, pour mémoire : améliorer l'espace public, améliorer la circulation des modes actifs et transports en commun et éviter les nuisances du trafic automobile.

Quant au processus, il est le suivant :

1. Diagnostic
2. Mesures proposées par le bureau d'études
3. Mise en œuvre.

A l'heure actuelle, le projet de maille Chant d'Oiseau se poursuit. Il est cependant loin d'être abouti. Une enquête a déjà eu lieu via un formulaire en ligne, des balades exploratoires ont été organisées ainsi que des comptages. Le consultant de la Région Stratec a tenu compte de ces éléments pour établir un diagnostic qui a été présenté aux riverains lors de séances d'information.

Aujourd'hui, nous devons encore recevoir les propositions des bureaux d'études, les analyser, les soumettre à participation citoyenne, etc. Les citoyens auront en effet une nouvelle occasion de s'exprimer, en connaissance de cause, sur un projet concret. Nous mettrons tout en œuvre pour obtenir un taux de réponses représentatif, ce qui est également un gage de décision démocratique.

Les communes d'Auderghem et Woluwe-St-Pierre sont associées depuis le début du processus et ce sont elles qui prendront la décision finale de suivre totalement, partiellement ou pas du tout, les conclusions de l'étude de mobilité et d'implémenter la maille.

Auderghem et Woluwe-St-Pierre ont toujours été sur la même longueur d'ondes pour dire s'il n'y a pas un soutien majoritaire à l'implémentation des mesures – via la participation citoyenne dont je viens de parler – alors on ne les implémentera pas. Un soutien majoritaire, c'est-à-dire une majorité claire (pas 50%+1, mais je ne peux pas vous donner de chiffre à ce stade) en faveur du projet. Il n'est en effet pas question de faire le bonheur des gens contre leur gré.

Si le projet remporte un soutien majoritaire, il devra alors être correctement mis en œuvre. Il faudra revoir le plan de circulation en étant attentifs à la fois à l'apaisement du trafic de transit dans les petites rues en intérieur de maille et à éviter la congestion des axes en bord de maille comme l'avenue Lebon ou la Chaussée de Wavre. Ces deux dernières sont devenues des zones 30 et donc ne correspondent plus à la définition initiale des axes structurants.

A noter aussi que le projet de départ reposait en partie sur la prolongation du bus 42, projet qui est actuellement au point mort.

Je peux aussi vous dire que la procédure d'engagement pour 2 ans d'une personne qui suivra le dossier pour Auderghem et Woluwe-St-Lambert, via un subsidie de Bxl Mobilité, est en cours. Cette personne sera chargée du suivi, de la préparation de la participation citoyenne et des groupes de travail.

Enfin, pour votre information, une réunion conjointe entre les échevins des deux communes et Bruxelles Mobilité s'est tenue le 11 février.

Il a été décidé à l'issue de cette réunion de terminer l'étude de mobilité, tout en insistant sur la nécessité d'approfondir le diagnostic, notamment en ce qui concerne le trafic de transit. Il apparaît en effet dans le

diagnostic que, si le trafic de certaines rues des quartiers du Chant d'Oiseau est effectivement accru en heure de pointe, les volumes ne sont jamais énormes (par rapport aux axes structurants).

Une prochaine réunion avec le bureau d'études sera chargée d'examiner les différents scénarios proposés.

En ce qui concerne la situation de Good Move (que l'on n'appelle désormais plus que « Plan Régional de Mobilité ») en Région bruxelloise, le dernier appel à projets a eu lieu en 2023. Actuellement 9 projets sont en cours (dont 4 mis en œuvre) sur la cinquantaine qui constituait l'objectif 2030.

Chez Bruxelles Mobilité, on nous a indiqué que les projets en cours se poursuivent mais que l'on n'ira pas plus loin. Le gouvernement bruxellois en affaires courantes affirme que le financement des projets reste une priorité. Mais on ignore quelles sont les intentions du futur gouvernement, tant sur le contenu du Plan qu'en ce qui concerne son financement.

Madame la Conseillère, j'espère avoir répondu à votre question.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

La Présidente,
(s) Cécile Henrard

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 21 février 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Cécile Henrard, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.02.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van Élise Willame et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN):
Vogelzangmaas #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de Burgemeester,

Dames en heren leden van het College,

Dames en heren leden van de Raad,

Beste publiek,

Op woensdag 22 januari sprak mevrouw Maelschalck, de nieuwe schepen van Mobiliteit van Oudergem, in een interview met BX1 over mobiliteitsdossiers in de gemeente.

Naast de impact van de werken aan het Leonardkruispunt werd ook de toekomst van de Vogelzangmaas besproken.

Ter herinnering: het doel van deze maatregel, die zowel Oudergem als Sint-Pieters-Woluwe beslaat, is om een rustige wijk te creëren. Dit betekent een buurt waar levenskwaliteit centraal staat voor bewoners, bezoekers en iedereen die er werkt of verblijft. Een verbeterde publieke ruimte, meer schone lucht, meer veiligheid, meer groene zones, minder vervuiling, minder lawaai, minder doorgaand gemotoriseerd verkeer, meer ruimte voor voetgangers en fietsers en beter toegankelijke en efficiëntere openbare vervoersdiensten. Kortom, een leefbare wijk.

Volgens onze herinnering begon de studiefase van deze maas in 2022. De diagnostische fase werd afgerond in 2024. De volgende stap zou dus de fase moeten zijn waarin de inrichtingsscenario's worden voorgesteld door het Gewest.

Wat participatie betreft, zijn er al twee burgerbijeenkomsten georganiseerd in Sint-Pieters-Woluwe en Oudergem, evenals een online enquête in maart 2023, waarbij meer dan 1.000 respondenten betrokken waren. Daarnaast vond in april/mei 2023 een verkennende wandeling plaats met buurtbewoners, waaraan een honderdtal mensen deelnam.

Volgens onze informatie heeft de gemeente zelf een vacature uitgeschreven voor een voltijdse functie, gefinancierd binnen het kader van deze maas.

In het interview over dit onderwerp sprak de schepen over het herstarten van een participatieproces en over de noodzaak om een meerderheid van positieve reacties te verkrijgen voordat de inrichtingen kunnen starten. Onze vragen zijn als volgt:

- Wat zijn concreet de volgende fasen in de implementatie van de maas?
- Gezien de afwezigheid van een gewestregering, welke impact zal dit volgens u hebben op de

uitvoering?

- Kunt u ons uitleggen waarom een nieuwe participatiefase wordt gelanceerd?
- Welke middelen wilt u inzetten om dit participatieproces te vernieuwen?
- Wat bedoelt u concreet met "een meerderheid van positieve reacties"?
- Zal u rekening houden met de mening van burgers die zich reeds tijdens de burgerraadpleging over dit onderwerp hebben uitgesproken?

Dank u voor uw antwoorden.

Voor de Ecolo-Groen fractie,

Élise Willame en Noémie Dekoninck

• **Antwoord van Mevrouw Martine Maelschalck, Schepen:**

Dank u voor uw vraag, mevrouw de Raadslid.

Sta mij toe kort terug te komen op de voorgeschiedenis van dit dossier.

Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe hebben in maart 2020 hun kandidatuur ingediend voor de Vogelzangmaas, tijdens de tweede oproep tot projecten.

De doelstellingen van dergelijke maatregelen zijn, ter herinnering: het verbeteren van de openbare ruimte, het verbeteren van de mobiliteit van actieve vervoerswijzen en het openbaar vervoer, en het verminderen van de overlast door autoverkeer.

Wat het proces betreft, verloopt het als volgt:

1. Diagnose
2. Maatregelen voorgesteld door het studiebureau
3. Implementatie

Momenteel loopt het project van de Vogelzangmaas verder, maar het is nog verre van afgerond. Er heeft al een enquête plaatsgevonden via een online formulier, er zijn verkennende wandelingen georganiseerd en er zijn verkeersmetingen uitgevoerd. De consultant van het Gewest, Stratec, heeft deze elementen meegenomen om een diagnose op te stellen, die aan de bewoners werd gepresenteerd tijdens informatiesessies.

Vandaag moeten we nog de voorstellen van de studiebureaus ontvangen, analyseren en onderwerpen aan burgerparticipatie. De burgers zullen opnieuw de kans krijgen om zich uit te spreken over een concreet project, met volledige kennis van zaken. We zullen er alles aan doen om een representatief antwoordpercentage te verkrijgen, wat ook een garantie is voor een democratische beslissing.

Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe zijn vanaf het begin betrokken bij dit proces en zullen de uiteindelijke beslissing nemen over de volledige, gedeeltelijke of geen implementatie van de conclusies van de mobiliteitsstudie.

Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe hebben altijd op dezelfde lijn gezeten: als er geen meerderheid is die de voorgestelde maatregelen steunt – via het hierboven genoemde burgerparticipatieproces – dan zullen we ze niet implementeren. Een meerderheid van steun betekent een duidelijke meerderheid (niet 50%+1, maar ik kan u op dit moment geen exact percentage geven) ten gunste van het project. We willen immers geen maatregelen opdringen tegen de wil van de inwoners in.

Als het project wel een meerderheid van steun krijgt, moet het correct worden uitgevoerd. We zullen het verkeersplan herzien, met aandacht voor zowel de vermindering van doorgaand verkeer in de kleine straten binnen de zone als voor het vermijden van verkeersopstoppingen op de randen van de zone, zoals de Lebonlaan of de Waversesteenweg. Deze laatste zijn inmiddels zone 30 geworden en voldoen dus niet langer aan de oorspronkelijke definitie van structurerende assen.

Ook moet worden opgemerkt dat het oorspronkelijke project deels gebaseerd was op de verlenging van buslijn 42, een project dat momenteel stilligt.

Ik kan u ook medelen dat de procedure voor de aanwerving van een persoon die het dossier gedurende twee jaar zal opvolgen voor Oudergem en Sint-Lambrechts-Woluwe, via een subsidie van Brussel Mobiliteit, aan de gang is. Deze persoon zal verantwoordelijk zijn voor de opvolging, de voorbereiding van de burgerparticipatie en de werkgroepen.

Tot slot informeer ik u dat op 11 februari een gezamenlijke vergadering plaatsvond tussen de schepenen van beide gemeenten en Brussel Mobiliteit.

Bij deze vergadering werd beslist om de mobiliteitsstudie af te ronden, met de nadruk op de noodzaak om de diagnose te verdiepen, met name wat betreft het doorgaand verkeer. Uit de diagnose blijkt namelijk dat hoewel het verkeer in sommige straten van de Vogelzang-wijk tijdens de spitsuren toeneemt, de verkeersvolumes nooit extreem hoog zijn (vergeleken met de structurerende assen).

Tijdens een volgende vergadering met het studiebureau zullen de verschillende voorgestelde scenario's worden geëvalueerd.

Wat de situatie van Good Move betreft (nu hernoemd tot "Gewestelijk Mobiliteitsplan"), vond de laatste projectoproep plaats in 2023. Momenteel lopen er negen projecten (waarvan vier geïmplementeerd) van de ongeveer vijftig die als doelstelling voor 2030 waren gesteld.

Bij Brussel Mobiliteit werd ons meegedeeld dat lopende projecten doorgaan, maar dat er geen nieuwe worden gestart. De Brusselse regering in lopende zaken beweert dat de financiering van deze projecten een prioriteit blijft. Maar we weten nog niet welke intenties de toekomstige regering zal hebben, zowel met betrekking tot de inhoud van het Plan als de financiering ervan.

Mevrouw de Raadslid, ik hoop dat ik uw vragen heb beantwoord.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Cécile Henrard

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 21 februari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Cécile Henrard, *Présidente* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.02.25

**#Objet : Question orale de Monsieur Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) : impact des mesures
annoncées dans l'accord fédéral sur Auderghem sur la réforme des allocations de chômage, le CPAS
et d'autres mesures #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Le 31 janvier, un accord était atteint pour un gouvernement fédéral. La note d'accord publiée annonce de multiples mesures pour réformer notre marché du travail, notre fiscalité, nos pensions et bien d'autres sujets. Nous comprenons que les détails de ces mesures ne sont pas connus, mais chiffrer l'impact possible nous permettra de nous préparer au mieux pour garder nos finances saines.

La mesure la plus emblématique concernait la limitation des allocations de chômage à deux ans. En Décembre 2024, Actiris comptait 729 personnes au chômage depuis plus de 2 ans à Auderghem:

- A quel degré la commune devrait-elle intervenir, sans intervention supplémentaire d'un autre niveau de pouvoir ?

Toujours sur le CPAS, une restriction d'accès pour les primo arrivant est prévue dans l'accord.

- Quel serait l'impact de la mesure sur nos finances ?

Pour ces différents sujets,

- La commune a-t-elle eu des contacts avec les autres niveaux de pouvoir quant à une compensation pour les communes ou un accompagnement ?
- D'autres aspects de la note risquent-ils d'avoir un impact matériel sur nos finances ?

En vous remerciant
Mathieu Poma

- **Réponse de Monsieur Didier Molders, Président du CPAS**

Tenant compte des imprécisions quant à la mesure et ces effets, il est actuellement difficile de chiffrer

l'impact de la limitation du droit aux allocations de chômage. Actuellement, le CPAS d'Auderghem aide 835 personnes (654 RIS + 181 ERIS), sur base du chiffre de 729, on serait quasiment à un doublement de la population au CPAS.

Mais on ne peut pas tenir pour certain ce chiffre de 729 : il s'agit d'un maximum qui intègre des personnes de 55 ans et plus et qui considère un transfert complet des autres chômeurs vers les CPAS... hypothèse statistiquement impossible même si le nombre de personnes concernées risque bien d'être conséquent.

Actuellement, le CPAS dépense 8.115.000,00 € pour les paiements de 579 RIS à taux 65%.

Mais tant les conditions de limitation réelles (nous attendons la loi) que le nombre de personnes qui se retrouveraient effectivement au CPAS n'étant pas connues (certaines ont un·e conjoint·e qui travaille, certains trouveront du travail... entre autres cas possibles...), il est excessivement difficile de budgétiser la somme qui sera inévitablement prise en charge par notre commune mais qui sera plus que probablement importante. C'est un exercice d'autant plus malaisé qu'il n'est pas exclu que les CPAS viennent à bénéficier d'interventions fédérales accrues.

• Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre

En ce qui concerne les compensations nous ne savons rien de précis à l'heure actuelle.

Brulocalis a réalisé des premières estimations des impacts globaux sur les communes bruxelloises avec des chiffres assez alarmants il faut bien le dire.

En ce qui concerne les pensions, « L'autorité fédérale œuvrera à la création d'un système de pension uniforme pour les années de carrière futures dans tous les régimes, en trouvant une solution pérenne pour le fonds de pension solidarisé ». Cela ne nous dit pas dans quel sens nous évoluerons en la matière. Je rappelle à l'occasion que les communes bruxelloises sont les seuls PL à ne bénéficier d'aucun subside régional ou fédéral pour la prise en charge des pensions de leur personnel.

En ce qui concerne ces 2 premiers volets : nous n'avons pas d'informations sur la répartition des moyens qui seraient alloués par l'arizona entre le volet CPAS et le volet Pensions, Ni entre Régions et selon quels critères. Les montants de 50M€ prévus en 2025 et 2026 laisseraient penser qu'ils concerneraient essentiellement les pensions.

La fusion des zones de police annoncée est aussi un grand point d'interrogation financier, indépendamment du fond du dossier. Qui prendra en charge et selon quels critères les coûts de la zone de police qui serait unifiée de ses bâtiments, et surtout qui prendra en charge son actuel sous-financement ?

L'augmentation de la quotité exemptée aura également un impact sur la perception de l'IPP, impossible à calculer à ce jour.

Parmi les autres points d'attention et non des moindres, notons la « responsabilisation » des employeurs afin qu'ils s'investissent davantage dans la réintégration de leurs travailleurs malades de longue durée avec prise en charge d'une contribution de 30% de l'indemnité à charge de l'INAMI pour ce groupe.

Je ne peux être plus précise en l'état actuel de nos connaissances.

Nous devons évidemment nous livrer à un exercice d'évaluation pour rédiger le plan triennal . Il sera guidé par la prudence en évitant l'optimisme béat comme le catastrophisme et cela restera un document sujet à de fortes évolutions... mais fidèles à nos principes de bonne gestion, nous suivrons tout cela d'extrêmement près et vous reviendrons régulièrement avec des données affinées.

Je vous remercie.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

La Présidente,
(s) Cécile Henrard

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 21 février 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Cécile Henrard, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.02.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre): impact van de maatregelen aangekondigd in het federaal akkoord over Oudergem inzake de hervorming van de werkloosheidsuitkeringen, het OCMW en andere maatregelen #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste Collega's, Beste publiek,

Op 31 januari werd een akkoord bereikt voor een federale regering. De gepubliceerde nota van het akkoord kondigt talrijke maatregelen aan om onze arbeidsmarkt, fiscaliteit, pensioenen en vele andere onderwerpen te hervormen. We begrijpen dat de details van deze maatregelen nog niet bekend zijn, maar het kwantificeren van de mogelijke impact zal ons helpen om ons zo goed mogelijk voor te bereiden en onze financiën gezond te houden.

De meest in het oog springende maatregel betreft de beperking van werkloosheidsuitkeringen tot twee jaar. In december 2024 telde Actiris 729 personen die al meer dan twee jaar werkloos waren in Oudergem:

- In welke mate zou de gemeente moeten tussenkomen, zonder bijkomende tussenkomst van een ander bestuursniveau?

Ook met betrekking tot het OCMW voorziet het akkoord in een beperking van de toegang voor nieuwkomers:

- Wat zou de impact van deze maatregel op onze financiën zijn?

Voor deze verschillende onderwerpen:

- Heeft de gemeente al contact gehad met andere bestuursniveaus over een mogelijke compensatie voor de gemeenten of begeleiding?
- Zijn er andere aspecten van de nota die een materiële impact op onze financiën kunnen hebben?

Alvast bedankt. Mathieu Poma

- Antwoord van de heer Didier Molders, Voorzitter van het OCMW

Gezien het gebrek aan precisie over de maatregel en de gevolgen ervan, is het momenteel moeilijk om de impact van de beperking van het recht op werkloosheidsuitkeringen te kwantificeren. Momenteel helpt het OCMW van Oudergem 835 personen (654 met een leefloon en 181 met een equivalent leefloon). Op basis van het cijfer van 729 werklozen zou dat bijna een verdubbeling betekenen van het aantal OCMW-steuntrekkers.

Echter, we kunnen het cijfer van 729 niet als vaststaand beschouwen: het betreft een maximum dat personen van 55 jaar en ouder omvat en dat uitgaat van een volledige overdracht van alle andere langdurig werklozen naar de OCMW's... een statistisch onmogelijke hypothese, hoewel het aantal betrokkenen aanzienlijk zou kunnen zijn.

Momenteel besteedt het OCMW 8.115.000 euro aan de betaling van 579 leeflonen tegen 65% van het referentiebedrag.

Aangezien de precieze voorwaarden van de beperking (we wachten op de wet) en het exacte aantal mensen dat uiteindelijk bij het OCMW terechtkomt nog niet bekend zijn (sommigen hebben een werkende partner, anderen zullen werk vinden...), is het buitengewoon moeilijk om een budgettaire inschatting te maken. Dit maakt de oefening des te ingewikkelder, omdat het niet uitgesloten is dat de OCMW's uiteindelijk extra federale middelen krijgen.

- **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, Burgemeester**

Wat betreft compensaties hebben we op dit moment geen precieze informatie.

Brulocalis heeft een eerste raming gemaakt van de algemene impact op de Brusselse gemeenten, en de cijfers zijn vrij verontrustend, dat moet gezegd worden.

Wat de pensioenen betreft, stelt het federale akkoord dat "de federale overheid zal werken aan de oprichting van een uniform pensioenstelsel voor toekomstige loopbaan jaren in alle stelsels, waarbij een duurzame oplossing wordt gevonden voor het gesolidariseerde pensioenfondsen." Dit vertelt ons echter niet in welke richting we op dit gebied zullen evolueren. Ik wil hierbij herhalen dat de Brusselse gemeenten de enige lokale besturen zijn die geen enkele regionale of federale subsidie ontvangen voor de dekking van de pensioenen van hun personeel.

Wat deze twee eerste luiken betreft, hebben we geen informatie over de verdeling van de middelen die door de federale regering zouden worden toegekend tussen het OCMW-luik en het pensioenluik, noch over de verdeling tussen de gewesten en volgens welke criteria. De bedragen van 50 miljoen euro die zijn voorzien voor 2025 en 2026 lijken er vooral op te wijzen dat ze voornamelijk de pensioenen betreffen.

De aangekondigde fusie van de politiezones is ook een groot financieel vraagteken, los van de inhoud van het dossier. Wie zal instaan voor de kosten van de eengemaakte politiezone, inclusief de gebouwen, en vooral, wie zal de huidige onderfinanciering ervan opvangen?

De verhoging van de belastingvrije som zal ook een impact hebben op de inning van de personenbelasting, wat op dit moment onmogelijk te berekenen valt.

Onder de andere aandachtspunten, en zeker niet de minste, valt de "verantwoordelijkstelling" van werkgevers op, zodat zij zich meer inzetten voor de re-integratie van langdurig zieke werknemers. Dit zou betekenen dat ze 30% van de door het RIZIV betaalde uitkering voor deze groep moeten financieren.

Ik kan op dit moment niet preciezer zijn.

We zullen uiteraard een evaluatieoefening moeten uitvoeren bij het opstellen van het driejaarlijkse plan. Dit zal worden geleid door voorzichtigheid, waarbij we zowel naïef optimisme als doemdenken vermijden. Het zal echter een document blijven dat aan sterke evoluties onderhevig is... maar trouw aan onze principes van goed bestuur, zullen we dit alles zeer nauwlettend volgen en u regelmatig voorzien van geactualiseerde gegevens.

Dank u.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Cécile Henrard

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 21 februari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Cécile Henrard, *Présidente* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Éloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.02.25

**#Objet : Question orale de Madame Jany Crucifix (Liste de la Bourgmestre) : l'installation de
caméras digitales aux guichets de la maison communale. #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Lors du budget communal voté en décembre 2024, Madame Defosset nous a parlé de l'installation
d'appareils photos numériques aux guichets du service de l'état civil et de la population. Ces appareils
photos doivent permettre aux citoyens de demander leurs documents sans devoir apporter une photo
d'identité avec eux. Vous parliez d'une hausse possible des tarifs des documents d'identité.

Cette hausse serait toutefois moindre que le prix des photos réalisées par le photomaton de la Maison
Communale et in fine résultant en un coût total moindre pour nos citoyens.

Mes questions sont les suivantes :

- Quel est l'agenda de la mise en place effective de ces appareils photos ?
- Pourriez-vous nous rappeler le budget alloué à l'installation de ces appareils, logiciels et formation
des employés communaux ?
- Quels services et quels documents sont concernés ?
- La hausse des tarifs pour les documents est-elle confirmée ? De combien sera-t-elle ?
- Les citoyens auront-ils toujours le droit d'amener leur propre photo d'identité ? S'ils le font,
bénéficieront-ils d'un prix moindre ?
- Le photomaton de la maison communale sera-t-il conservé ?
- Si oui, la société qui en assure la maintenance devra t'elle s'acquitter d'une redevance ?
- Les photos prises seront-elles conservées sur les serveurs de la commune ?
- Si oui, comment la protection des données privées sera-t-elle assurée ?

En vous remerciant

Jany Crucifix

- **Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine :**

Je vous remercie pour cette question qui permet de faire le point sur ce projet qui se concrétise.

Ce projet est connu sous le nom de Live Enrollment. Nous avons effectivement voté en décembre dernier le crédit budgétaire qui y est alloué à hauteur de 10.000 €.

Ce projet constitue une belle avancée digitale ou technologique pour nos citoyens qui ne devront plus courir à gauche et à droite pour se faire tirer le portrait dans un photomaton ou chez un photographe puisque 7 de nos guichets seront équipés d'appareils photos. Le citoyen qui doit commander une carte d'identité ou un passeport pourra effectuer sa démarche de A à Z directement au guichet.

En plus du gain de temps, cela représente deux autres avantages encore pour nos citoyens :

1. Financier. Cela leur coûtera moins cher. Même si nous venons de voter la modification du règlement-taxe en la matière et l'augmentation de 5EUR pour les cartes d'identité et les passeports, l'Auderghemois payera in fine moins cher que le prix du photomaton qui est de 7 à 8 EUR ou de 10 à 12EUR chez le photographe. Tarif qui n'augmente pas pour les KIDS car d'expérience, nous savons que les enfants de -12ans, ont la bougeotte et que les parents privilégient l'option du photographe afin de tirer plus ou moins rapidement une photo plus ou moins convenable ;
2. Ils ne se verront plus refuser des photos non conformes car nos agents se doivent d'appliquer strictement la législation donc, photo récente d'au moins 6 mois, pas de sourire avec dents...

Ce nouveau système, qui s'inscrit aussi dans le cadre de la lutte contre la fraude à l'identité offre également trois avantages majeurs pour l'administration :

1. Il n'y aura plus de doutes sur l'identité de la personne photographiée et les agents n'auront plus à refuser des photos apportées qui semblent non conformes à la réglementation ;
2. Le matériel proposé est totalement compatible avec notre application Belpic utilisée pour enregistrer les données biométriques des citoyens lors de la commande de passeports ou de cartes d'identité ;
3. Pas de stockage sur nos serveurs.

Ce service ne sera disponible dans un premier temps que pour les cartes d'identité et les passeports. Nous attendons l'adaptation de nos logiciels pour pouvoir l'étendre également aux permis de conduire. En attendant, quelle que soit la demande, oui les citoyens pourront encore venir avec leur propre photo mais devront forcément, s'acquitter de la redevance conformément à la grille tarifaire. Je pense qu'une fois que nous aurons communiqué sur ce nouveau service, il faudra environ une ou deux années avant que toute notre population en soit avisée.

J'ajouterai un 4ème avantage pour l'administration qui se verra peut-être contrainte en effet de taxer le photomaton qui bénéficie aujourd'hui de son emplacement gratuitement. Avantage qui, soyons honnêtes, sera le bienvenu au vu des impacts budgétaires importants annoncés à la suite des mesures prises par le Gouvernement Arizona. Nous sommes actuellement en train d'étudier la question.

Enfin, concernant sa mise en œuvre, le Live Enrollment devrait être effectif aux alentours du 10 mars. Nous sommes dans la phase d'enduisage et de plafonnage des murs, la peinture suivra. Les tabourets et autres accessoires ont été livrés aujourd'hui. Les plexiglas des guichets doivent encore être ajustés. Nos menuisiers ont construit et installés les parois des sas dans la salle des guichets. Ces sas qui permettront par ailleurs d'offrir un maximum de discrétion dans la relation du citoyen au guichet avec l'agent... ce qui constitue finalement un cinquième avantage pour nos auderghemois.

Inutile de préciser que le guichet PMR, qui a été installé il y a maintenant 2 ou 3 ans sous mon précédent mandat, est aussi bien sûr équipé de cet appareil photo.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

La Présidente,
(s) Cécile Henrard

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 21 février 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Cécile Henrard, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.02.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Jany Crucifix (Liste de la Bourgmestre): de installatie van digitale camera's bij de loketten van het gemeentehuis. #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste Collega's, Beste publiek,

Tijdens de gemeentelijke begrotingsstemming in december 2024 vertelde mevrouw Defosset ons over de installatie van digitale camera's aan de loketten van de dienst Burgerlijke Stand en Bevolking. Deze camera's moeten het mogelijk maken voor burgers om hun documenten aan te vragen zonder dat ze zelf een pasfoto hoeven mee te brengen. U sprak over een mogelijke verhoging van de tarieven voor identiteitsdocumenten.

Deze verhoging zou echter lager zijn dan de prijs van foto's gemaakt in de fotocabine van het gemeentehuis en zou uiteindelijk resulteren in een lagere totale kost voor onze burgers.

Mijn vragen zijn als volgt:

- Wat is de timing voor de effectieve implementatie van deze camera's?
- Kunt u ons herinneren aan het budget dat werd toegewezen voor de installatie van deze camera's, de software en de opleiding van de gemeentelijke medewerkers?
- Welke diensten en welke documenten vallen onder deze maatregel?
- Is de verhoging van de tarieven voor de documenten bevestigd? Hoeveel bedraagt deze?
- Zullen burgers nog steeds het recht hebben om hun eigen pasfoto mee te brengen? Indien ja, zullen zij dan een lager tarief genieten?
- Zal de fotocabine in het gemeentehuis behouden blijven?
- Indien ja, zal het bedrijf dat instaat voor het onderhoud ervan een vergoeding moeten betalen?
- Zullen de gemaakte foto's worden opgeslagen op de servers van de gemeente?
- Indien ja, hoe zal de bescherming van privégegevens worden gewaarborgd?

Alvast bedankt.

Jany Crucifix

- **Antwoord van mevrouw Éloïse Defosset, Schepen**

Ik dank u voor deze vraag, die ons de kans geeft om de stand van zaken van dit project te bespreken.

Dit project staat bekend onder de naam Live Enrollment. In december vorig jaar hebben we inderdaad het begrotingskrediet goedgekeurd, dat hiervoor werd toegekend ten belope van 10.000 euro.

Dit project vormt een mooie digitale en technologische vooruitgang voor onze burgers, die niet langer op zoek moeten gaan naar een fotocabine of een fotograaf. Zeven van onze loketten worden uitgerust met camera's, zodat de burger die een identiteitskaart of paspoort aanvraagt de volledige procedure van A tot Z aan het loket kan doorlopen.

Naast tijdswinst biedt dit systeem nog twee andere voordelen voor onze burgers:

1. Financieel voordeel. Het zal hen minder kosten. Hoewel we net de wijziging van het belastingreglement hebben goedgekeurd en de verhoging van 5 euro voor identiteitskaarten en paspoorten hebben doorgevoerd, zal een inwoner van Oudergem uiteindelijk minder betalen dan de prijs van een fotocabine (7 à 8 euro) of een fotograaf (10 à 12 euro). Het tarief blijft ongewijzigd voor kinderen (KIDS), aangezien we uit ervaring weten dat kinderen jonger dan 12 jaar vaak moeilijk stilzitten, waardoor ouders meestal de voorkeur geven aan een fotograaf om sneller een geschikte foto te verkrijgen.
2. Geen geweigerde foto's meer. Onze medewerkers moeten de wetgeving strikt toepassen: recente foto (maximaal zes maanden oud), geen glimlach met tanden zichtbaar... Dankzij dit systeem worden non-conforme foto's vermeden.

Dit nieuwe systeem, dat ook kadert in de strijd tegen identiteitsfraude, biedt bovendien drie belangrijke voordelen voor de administratie:

1. Meer zekerheid over de identiteit van de gefotografeerde persoon. Medewerkers hoeven geen aangeleverde foto's meer te weigeren omdat ze niet conform de regelgeving zijn.
2. Volledige compatibiliteit met Belpic. De apparatuur is volledig compatibel met onze Belpic-toepassing, die wordt gebruikt voor het registreren van biometrische gegevens bij de aanvraag van paspoorten en identiteitskaarten.
3. Geen opslag op onze servers.

Deze dienst zal in eerste instantie enkel beschikbaar zijn voor identiteitskaarten en paspoorten. We wachten nog op een update van onze software om het systeem ook uit te breiden naar rijbewijzen.

Tot die tijd kunnen burgers nog steeds hun eigen foto meebrengen, maar ze zullen wel de vastgelegde retributie moeten betalen volgens het tariefschema. Ik verwacht dat het ongeveer één à twee jaar zal duren voordat al onze inwoners volledig op de hoogte zijn van deze nieuwe dienst.

Ik wil nog een vierde voordeel voor de administratie toevoegen: we zullen wellicht verplicht zijn om een belasting te heffen op de fotocabine, die momenteel gratis van haar standplaats geniet. Dit zou, laten we eerlijk zijn, een welkome maatregel zijn, gezien de aanzienlijke budgettaire impact van de door de regering Arizona genomen maatregelen. We zijn dit momenteel aan het bestuderen.

Wat betreft de implementatie: Live Enrollment zou rond 10 maart operationeel moeten zijn. We bevinden ons nu in de afwerkingsfase: de muren worden geplamuurd en geschilderd, de stoelen en andere accessoires zijn vandaag geleverd, en de plexiglazen schermen aan de loketten moeten nog worden aangepast. Onze schrijnwerkers hebben de wanden van de lokettenruimte gebouwd en geïnstalleerd.

Deze wanden zullen bovendien bijdragen aan een discretere interactie tussen de burger en de loketbediende, wat een vijfde voordeel is voor onze inwoners van Oudergem.

Uiteraard is ook het PMR-loket (voor personen met beperkte mobiliteit), dat 2 à 3 jaar geleden tijdens mijn vorige mandaat werd geïnstalleerd, uitgerust met een camera.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Cécile Henrard

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 21 februari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Cécile Henrard, *Présidente* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.02.25

**#Objet : Question orale de Monsieur Mathieu Poma et de Madame Valérie Lowagie (Liste de la
Bourgmestre) : projet immobilier "Goemaere" #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins.

Chers Collègues, cher public,

En juin dernier, nous vous interpellions sur le projet du site Goemaere qui se situe au coin de la Chaussée de Wavre (1945) et de l'Avenue des Frères Goemaere. Un projet d'ampleur visait à reconvertir l'immeuble de bureaux en logements impactant en particulier le parc.

Alain Lefebvre nous répondait alors l'opposition de la commune, en particulier car ce projet augmentait l'emprise du bâtiment et ne correspondait pas à nos prescrits en matière de reconversion. L'enquête a suscité 102 réactions du voisinage, toutes négatives, sauf une, ainsi qu'une pétition dans le quartier.

Un projet de classement du parc Goemaere avait également été introduit par l'asbl Bruxelles-Nature, déclaré recevable par Urban.

Enfin, la commission de concertation a pu se tenir le 6 février dernier en présence des promoteurs et de riverains.

Nos questions sont les suivantes :

- Qu'en est-il de la procédure de classement du parc ?
- Quel a été l'avis émis par la commission de concertation ? La Région et la commune sont-elles sur la même ligne ?
- Quelles sont les prochaines étapes ?
- Pourriez-vous indiquer la position générale de la commune sur ce type de projet de reconversion de bureaux en logements ?

En vous remerciant

Valérie Lowagie et Mathieu Poma

- **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :**

Madame la conseillère,

Le projet immobilier Goemaere suscite, à juste titre, une forte mobilisation et de nombreuses préoccupations

de la part des Auderghemois. Ce projet d'envergure prévoit la transformation d'un immeuble de bureaux en un ensemble résidentiel comprenant 92 logements et une crèche. Dès le départ, la Commune a exprimé de vives réserves, notamment en raison de l'augmentation importante du gabarit du bâtiment et de l'impact sur l'environnement et le cadre de vie des riverains. L'enquête publique a recueilli 102 réclamations, toutes défavorables sauf une, ainsi qu'une pétition opposée au projet et signée par 322 habitants du quartier.

En parallèle, une demande de classement du parc Goemaere a été introduite en mai 2024 par l'ASBL Bruxelles-Nature. Cette demande a été déclarée recevable par Urban.brussels et a temporairement suspendu l'instruction du permis d'urbanisme. Le Gouvernement ne s'étant pas prononcé dans les délais légaux prévus, la demande de classement du parc a été de facto refusée. La procédure urbanistique a pu reprendre à la suite de ce délai.

La commission de concertation s'est tenue le 6 février dernier en présence des promoteurs et de riverains. À l'issue des discussions, un avis unanime et défavorable a été rendu par la Région et par la Commune. Plusieurs arguments majeurs ont motivé cette décision. D'abord, l'ampleur du projet est jugée excessive. L'augmentation de l'emprise bâtie et des hauteurs jusqu'à R+6 ne respecte pas l'échelle du bâti environnant, principalement constitué de maisons unifamiliales et de petits immeubles à appartements. L'impact paysager serait considérable, avec une rupture marquée dans la cohérence urbanistique du quartier. Ensuite, les conséquences sur l'environnement sont particulièrement préoccupantes. Le projet implique l'abattage de nombreux arbres à hautes tiges, ce qui réduirait considérablement la biodiversité du parc Goemaere. Ce dernier est pourtant identifié comme une zone écologique stratégique et son intégrité doit être préservée.

Les aspects liés à la mobilité ont également été pointés du doigt. L'étude d'incidences a été jugée insuffisante et ne prend pas pleinement en compte l'impact sur la circulation locale et le stationnement. Avec seulement 68 emplacements de parking pour 92 logements, il existe un risque réel de saturation des rues avoisinantes. Par ailleurs, la solution prévue pour la crèche, avec un espace Kiss & Ride sous le viaduc, soulève de sérieuses questions de sécurité et de pérennité, étant donné que ce viaduc est voué à être transformé dans le cadre du Plan d'Aménagement Directeur Herrmann-Debroux.

La qualité des logements proposés pose aussi question. Plusieurs unités sont mono-orientées au nord, ce qui signifie un manque de lumière naturelle et une exposition accrue aux nuisances sonores de l'autoroute E411. Enfin, nous estimons que le projet manque de mixité de fonctions offertes. Nous souhaitons voir encore des mètres carrés dévolus à du bureau et des équipements collectifs dans ce projet.

Compte tenu de ces nombreux éléments négatifs, la commission de concertation a estimé que le projet, en l'état, n'était pas acceptable. Le promoteur va donc devoir revoir sa copie en prenant, je l'espère, enfin, en compte les avis de la Région, de la commune et des riverains. Et ainsi proposer un projet respectueux de son environnement. Il devra de ce fait introduire une nouvelle demande de permis d'urbanisme avec un nouveau projet.

D'une manière plus générale, la Commune n'est pas défavorable à la reconversion de bureaux en logements, car nous sommes conscients de la nécessité d'adapter le bâti existant pour répondre à la demande croissante de logements à Bruxelles. Laisser des bâtiments vides n'est pas non plus une option viable à terme. Toutefois, cette reconversion doit se faire dans le respect du cadre de vie, de l'environnement et du bon aménagement du territoire. Nous défendons une vision équilibrée de l'urbanisme : les projets de reconversion doivent se faire en respectant les gabarits existants et ne pas augmenter l'emprise au sol des bâtiments, être adaptés à leur environnement, respecter les espaces verts et proposer des logements de qualité avec des solutions de mobilité réfléchies. Dans le cas du projet Goemaere, ces conditions ne sont clairement pas remplies.

Nous continuerons à défendre un urbanisme responsable et concerté, qui prend en compte les préoccupations des citoyens et garantit une qualité de vie préservée pour tous les habitants d'Auderghem.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

La Présidente,
(s) Cécile Henrard

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 21 février 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Cécile Henrard, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.02.25

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de Heer Mathieu Poma en mevrouw Valérie Lowagie (Liste de la Bourgmestre): "Goemaere" vastgoedontwikkeling #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw de Burgemeester,

Dames en Heren Schepenen,

Beste collega's, geacht publiek,

In juni jongstleden hebben wij u ondervraagd over het project op de Goemaere-site, gelegen op de hoek van de Waversesteenweg (1945) en de Gebroeders Goemaerelaan. Dit grootschalige project had als doel een kantoorgebouw om te vormen tot woningen, met een belangrijke impact op het park.

Alain Lefebvre antwoordde toen dat de gemeente zich tegen het project verzette, vooral omdat het de bebouwde oppervlakte vergrootte en niet voldeed aan onze voorschriften op het gebied van herbestemming. Het openbaar onderzoek leverde 102 reacties op uit de buurt, waarvan slechts één positief was. Daarnaast werd een petitie ingediend in de wijk.

Bovendien werd een aanvraag tot bescherming van het Goemaere-park ingediend door de vzw Bruxelles-Nature en door Urban als ontvankelijk verklaard.

Ten slotte vond de overlegcommissie plaats op 6 februari, in aanwezigheid van de ontwikkelaars en buurtbewoners.

Onze vragen zijn als volgt:

- Hoe staat het met de procedure voor de bescherming van het park?
- Wat was het advies van de overlegcommissie? Liggen het Gewest en de gemeente op dezelfde lijn?
- Wat zijn de volgende stappen?
- Kunt u de algemene positie van de gemeente toelichten over dit soort reconversieprojecten van kantoren naar woningen?

Alvast bedankt.

Valérie Lowagie en Mathieu Poma

- **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Mevrouw de Raadslid,

Het vastgoedproject Goemaere wekt terecht sterke bezorgdheid en mobilisatie op bij de inwoners van Oudergem. Dit grootschalige project voorziet in de transformatie van een kantoorgebouw tot een residentieel geheel met 92 woningen en een crèche. Vanaf het begin heeft de gemeente ernstige bedenkingen geuit, met name vanwege de aanzienlijke toename van de bouwvolumes en de impact op de leefomgeving en het welzijn van de buurtbewoners. Het openbaar onderzoek leverde 102 bezwaren op, waarvan slechts één gunstig, en een petitie tegen het project die door 322 buurtbewoners werd ondertekend.

Daarnaast werd in mei 2024 door de vzw Bruxelles-Nature een verzoek ingediend om het Goemaerepark te beschermen als erfgoed. Dit verzoek werd door Urban.brussels ontvankelijk verklaard, waardoor de behandeling van de stedenbouwkundige vergunning tijdelijk werd opgeschort. Omdat de regering zich niet binnen de wettelijke termijn heeft uitgesproken, werd het verzoek om bescherming van het park de facto geweigerd, waardoor de stedenbouwkundige procedure opnieuw werd opgestart.

De overlegcommissie vond plaats op 6 februari, in aanwezigheid van de projectontwikkelaars en buurtbewoners. Na de besprekingen gaven zowel het Gewest als de Gemeente unaniem een ongunstig advies. Verschillende belangrijke argumenten ondersteunden deze beslissing. Ten eerste wordt de omvang van het project als buitensporig beschouwd. De toename van de bebouwde oppervlakte en de hoogte tot R+6 respecteren de schaal van de omliggende bebouwing niet, die hoofdzakelijk bestaat uit eengezinswoningen en kleine appartementsgebouwen. De landschappelijke impact zou aanzienlijk zijn en zou de stedenbouwkundige samenhang van de wijk verstoren.

Daarnaast zijn de gevolgen voor het milieu bijzonder zorgwekkend. Het project voorziet in de kap van talrijke hoogstammige bomen, wat een drastische vermindering van de biodiversiteit in het Goemaerepark zou betekenen. Dit park is nochtans aangemerkt als een strategische ecologische zone, waarvan de integriteit behouden moet blijven.

Ook mobiliteitsaspecten werden kritisch bekeken. De effectbeoordelingsstudie werd als onvoldoende beoordeeld en houdt onvoldoende rekening met de impact op het lokale verkeer en de parkeergelegenheid. Met slechts 68 parkeerplaatsen voor 92 woningen bestaat er een reëel risico op overbelasting van de omliggende straten. Bovendien roept de geplande oplossing voor de crèche, met een Kiss & Ride-zone onder het viaduct, ernstige vragen op over veiligheid en duurzaamheid, aangezien dit viaduct in het kader van het Richtplan van Aanleg Hermann-Debroux zal worden herontwikkeld.

Ook de kwaliteit van de voorgestelde woningen is een punt van zorg. Verschillende units zijn noordelijk georiënteerd, wat betekent dat ze weinig natuurlijk licht ontvangen en een verhoogde blootstelling hebben aan het lawaai van de E411-snelweg.

Ten slotte vinden wij dat het project onvoldoende functionele diversiteit biedt. Wij pleiten ervoor dat er in het ontwerp meer vierkante meters worden gereserveerd voor kantoren en collectieve voorzieningen.

Gezien deze vele negatieve elementen heeft de overlegcommissie geoordeeld dat het project in zijn huidige vorm onaanvaardbaar is. De ontwikkelaar zal zijn plannen dus moeten herzien en, hopelijk, eindelijk rekening houden met de adviezen van het Gewest, de Gemeente en de buurtbewoners. Dit betekent dat er een nieuwe vergunningsaanvraag met een aangepast project zal moeten worden ingediend.

Meer algemeen is de Gemeente niet tegen de herbestemming van kantoren tot woningen, aangezien wij ons bewust zijn van de noodzaak om het bestaande gebouwenbestand aan te passen aan de groeiende woonvraag in Brussel. Leegstaande gebouwen laten staan is op lange termijn ook geen haalbare optie. Deze herbestemming moet echter gebeuren met respect voor de leefomgeving, het milieu en een doordachte ruimtelijke ordening. Wij verdedigen een evenwichtige stedenbouwkundige visie: herbestemmingsprojecten moeten de bestaande bouwvolumes respecteren en de bebouwde oppervlakte niet vergroten, zich aanpassen aan hun omgeving, groene ruimtes behouden en kwalitatieve woningen bieden met doordachte mobiliteitsoplossingen. In het geval van het Goemaereproject worden deze voorwaarden duidelijk niet vervuld.

Wij zullen ons blijven inzetten voor een verantwoord en overleggericht stadsontwikkelingsbeleid, dat rekening houdt met de bezorgdheden van de burgers en een goede levenskwaliteit garandeert voor alle inwoners van Oudergem.

Ik hoop dat ik hiermee uw vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Cécile Henrard

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 21 februari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Cécile Henrard, *Présidente* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.02.25

**#Objet : Question orale de Messieurs Alan Lenglet et François Lebovy (ECOLO-GROEN) : Gratuité
des fournitures scolaires #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames, Messieurs, les échevins,
Chers collègues,

Dans votre déclaration de politique générale, vous indiquez qu'Auderghem est la commune qui investit le plus dans l'enseignement, avec un haut niveau d'investissement maintenu pour garantir la qualité de l'éducation et des infrastructures scolaires . Cependant, la récente décision de la Fédération Wallonie-Bruxelles de geler l'extension de la gratuité des fournitures scolaires, impactant directement 56.000 élèves et en particulier les familles précaires, récemment relayées dans la presse dernièrement le 20 janvier, soulève de nombreuses inquiétudes .

D'une part, nous ne pouvons qu'imaginer que vous regrettez tout comme nous les effets délétères de cette décision notamment pour de nombreuses familles auderghemoises déjà confrontés par exemple à la perte annoncée de leur droit au chômage.

Mes questions sont les suivantes;

- Dans ce contexte, envisagez-vous de mettre en place des mesures compensatoires pour soutenir les familles Auderghemoises les plus vulnérables face à cette hausse des frais scolaires ?
- Un budget spécifique est-il prévu à cet effet, notamment pour garantir l'accès aux fournitures scolaires pour tous ?

Merci pour vos réponses.
Pour le groupe Ecolo-Groen,
Alan Lenglet
François Lebovy

- **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine :**

Je vous remercie pour votre question. Vous relevez à juste titre que la commune d'Auderghem investit massivement dans son enseignement tant pour maintenir un certain niveau de qualité que dans ses

infrastructures. Au budget 2025, c'est près de 2 millions d'investissements pour assurer la rénovation de nos bâtiments !

La commune d'Auderghem a toujours fait le choix de classes à taille humaine. Pour que cela soit possible, nous ne nous contentons pas des subventions de la Fédération. En effet, dans notre budget, comme vous le savez, nous consacrons 1.745.000 euros pour le personnel enseignant à charge communale, ce qui représente 1.342 euros par élève inscrit dans nos écoles.

Quant à la gratuité progressive de l'enseignement jusqu'à la fin des primaires. En effet, la gratuité est entrée en vigueur pour les maternelles avant d'englober chaque année une classe supplémentaire : 1ère primaire en 2022, deuxième primaire en 2023 et 3ème primaire en 2024. Si nous pouvions nous attendre à ce que cela continue jusqu'en 6ème primaire, cela ne semble pas être le souhait du nouveau gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. J'attire votre attention sur ce qui est visé directement par la gratuité, à savoir les fournitures scolaires de base. Les cartables, plumiers et autres frais liés aux activités sportives n'ont jamais été couverts par la subvention.

Comme vous vous en doutez vu que le budget 2025 a été approuvé en décembre dernier, nous n'avons pas prévu de budget supplémentaire pour palier à un éventuel gel de la gratuité progressive.

Et pour cause, si la commune devait intervenir pour les 366 élèves concernés (nombre d'élèves passant de 3ème primaire à 4ème primaire à la rentrée prochaine), cela constituerait un avantage social à répercuter de manière égale aux écoles du réseau libre avec un impact non négligeable de 60.000 euros.

Par ailleurs, les parents qui seraient en difficultés, en particulier les résidents auderghemois peuvent solliciter une intervention auprès du CPAS.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

La Présidente,
(s) Cécile Henrard

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 21 février 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Cécile Henrard, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.02.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heren Alan Lenglet en François Lebovy (ECOLO-GROEN):
Gratis schoolbenodigdheden #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste collega's,

In uw algemene beleidsverklaring geeft u aan dat Oudergem de gemeente is die het meest investeert in onderwijs, met een hoog investeringsniveau om de kwaliteit van het onderwijs en de schoolinfrastructuur te garanderen.

Echter, de recente beslissing van de Federatie Wallonië-Brussel om de uitbreiding van de gratis schoolbenodigdheden stop te zetten, wat rechtstreeks 56.000 leerlingen treft en in het bijzonder kwetsbare gezinnen, zoals op 20 januari in de pers werd vermeld, roept veel bezorgdheid op.

Enerzijds kunnen we ons alleen maar voorstellen dat u, net als wij, de nadelige gevolgen van deze beslissing betreurt, vooral voor vele Oudergemse gezinnen die bijvoorbeeld al geconfronteerd worden met het aangekondigde verlies van hun recht op werkloosheidsuitkeringen.

Mijn vragen zijn als volgt:

- Overweegt u in deze context compenserende maatregelen om de meest kwetsbare Oudergemse gezinnen te ondersteunen bij de stijging van de schoolkosten?
- Is er een specifiek budget voorzien om de toegang tot schoolbenodigdheden voor iedereen te garanderen?

Dank u voor uw antwoorden.

Voor de Ecolo-Groen fractie, Alan Lenglet, François Lebovy

- **Antwoord van mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen**

Ik dank u voor uw vraag. U wijst terecht op het feit dat de gemeente Oudergem massaal investeert in haar onderwijs, zowel om een bepaald kwaliteitsniveau te behouden als in haar infrastructuur. In de begroting van 2025 is bijna 2 miljoen euro voorzien voor de renovatie van onze schoolgebouwen!

De gemeente Oudergem heeft altijd gekozen voor klassen met een menselijke schaal. Om dit mogelijk te maken, rekenen we niet alleen op de subsidies van de Federatie. In onze begroting, zoals u weet, wordt 1.745.000 euro toegewezen aan gemeentelijk onderwijspersoneel, wat neerkomt op 1.342euro per ingeschreven leerling in onze scholen.

Wat betreft de stapsgewijze gratis schoolbenodigdheden tot het einde van het lager onderwijs: de gratis regeling werd eerst ingevoerd voor kleuterscholen en breidde zich vervolgens jaarlijks uit naar een extra leerjaar: 1e leerjaar in 2022, 2e leerjaar in 2023, 3e leerjaar in 2024.

Hoewel we konden verwachten dat deze maatregel zou worden voortgezet tot het 6e leerjaar, blijkt dat dit niet de wens is van de nieuwe regering van de Federatie Wallonië-Brussel.

Ik vestig uw aandacht op wat precies onder deze gratis regeling valt: namelijk de basisbenodigdheden. Boekentassen, pennenzakken en andere kosten zoals sportactiviteiten zijn nooit gedekt geweest door deze subsidie.

Aangezien de begroting voor 2025 in december vorig jaar werd goedgekeurd, is er geen extra budget voorzien om een eventuele stopzetting van de gratis schoolbenodigdheden op te vangen.

Indien de gemeente zou moeten tussenkomen voor de 366 getroffen leerlingen (leerlingen die in september van het 3e naar het 4e leerjaar gaan), zou dit een sociale maatregel zijn die op gelijke wijze zou moeten worden toegepast op scholen in het vrije net, wat een niet-verwaarloosbare impact van 60.000 euro zou hebben.

Bovendien kunnen ouders die financiële moeilijkheden ondervinden, en in het bijzonder inwoners van Oudergem, een steunaanvraag indienen bij het OCMW.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Cécile Henrard

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 21 februari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Cécile Henrard, *Présidente* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevins* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Conseillers communaux*.

Séance du 20.02.25

**#Objet : Question orale de Messieurs Alan Lenglet et François Lebovy (ECOLO-GROEN) : Service
Citoyen #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames, Messieurs, les échevins,
Chers collègues,

La coalition fédérale Arizona prévoit de supprimer le Service Citoyen, une décision qui priverait des milliers de jeunes d'une opportunité de développement personnel et d'engagement sociétal.

Auderghem, qui soutient activement ce dispositif depuis 2019, a signé une charte en faveur de son institutionnalisation et s'y est engagé jusqu'en 2026 dans son plan triennal.

Mes questions sont les suivantes:

- Face à cette menace, comment la commune entend-elle défendre son engagement envers le Service Citoyen ?
- Comptez-vous interpellier vos partenaires de coalition pour défendre son maintien ou prendre des mesures pour pallier cette suppression à l'échelle locale ?

Merci beaucoup
Pour le groupe Ecolo-Groen,
Alan Lenglet
François Lebovy

- **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine:**

Merci pour votre question qui rappelle à juste titre l'action d'Auderghem en faveur du service citoyen.

Le 4 juin dernier, nous étions encore remerciés par la Coordinatrice du réseau CAP Citoyen pour notre soutien en la matière par la signature de la Charte communale ayant finalement abouti à la reconnaissance institutionnelle du statut encadrant le Service Citoyen le 8 mai dernier.

Il aura fallu 15 années d'un plaidoyer intense pour obtenir cette loi instaurant un Service Citoyen en Belgique votée donc le 8 mai 2024 lors de la dernière séance parlementaire de la législature... Autant dire que ce parcours du combattant a mobilisé un nombre considérable d'acteurs, d'opérateurs, d'organisations,

d'hommes et de femmes politiques, de personnes soutenantes et bienveillantes...

La note Arizona est très brève à ce sujet : le service citoyen est abrogé.

Afin d'en savoir un peu plus quant aux délais et modalités de départ si je puis dire, nous avons écrit à la coordinatrice et attendons de ses nouvelles. Nous vous reviendrons également à ce sujet dès que possible. Il est clair que nous ne pouvons en aucun cas organiser le service citoyen depuis la seule commune d'Auderghem mais nous poursuivrons en tous cas notre politique d'intégration d'un maximum de stagiaires dans les crèches ou écoles, que nous pourrions étendre à d'autres services comme la propreté publique, la CEMPA, etc...ceci sous réserve de la somme des tâches pour lesquelles nous pallions déjà les manquements des niveaux de pouvoir supérieurs.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

La Présidente,
(s) Cécile Henrard

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 21 février 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Cécile Henrard, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck,
Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela
Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Gosuin, Vincianne Lerate, Emmanuelle Poznanski, Myriam Fobe, Audrey Huet, Ahmed
Lagha, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 20.02.25

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heren Alan Lenglet en François Lebovy (ECOLO-GROEN):
samenlevingsdienst #**

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste collega's,

De federale Arizona-coalitie is van plan om de Burgerdienst af te schaffen, een beslissing die duizenden jongeren de kans zou ontnemen om zich persoonlijk te ontwikkelen en zich maatschappelijk te engageren. Oudergem, dat dit initiatief sinds 2019 actief ondersteunt, heeft een charter ondertekend ter bevordering van de institutionalisering ervan en heeft zich tot 2026 geëngageerd in het meerjarenplan.

Mijn vragen zijn als volgt:

- Hoe is de gemeente van plan haar engagement ten aanzien van de Burgerdienst te verdedigen in het licht van deze dreiging?
- Bent u van plan uw coalitiepartners aan te spreken om zich in te zetten voor het behoud ervan of om maatregelen te nemen om deze afschaffing op lokaal niveau te compenseren?

Hartelijk dank.

Voor de Ecolo-Groen fractie,
Alan Lenglet
François Lebovy

- **Antwoord van mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen**

Dank u voor uw vraag, die terecht de inzet van Oudergem voor de Burgerdienst in herinnering brengt.

Op 4 juni werden we nog bedankt door de coördinator van het CAP Citoyen-netwerk voor onze steun, met name door de ondertekening van het Gemeentelijk Charter, dat uiteindelijk leidde tot de institutionele erkenning van de Burgerdienst op 8 mei.

Het heeft 15 jaar intensieve belangenbehartiging gekost om deze wet, die een Burgerdienst in België instelt, goedgekeurd te krijgen. Ze werd gestemd op 8 mei 2024, tijdens de laatste parlementaire zitting van de legislatuur... Dit lange en moeilijke traject heeft een groot aantal actoren, organisaties, politici en

geëngageerde burgers gemobiliseerd.

De Arizona-nota is op dit punt echter zeer kort: de Burgerdienst wordt afgeschaft.

Om meer te weten over de tijdslijn en de exacte modaliteiten van deze afschaffing, hebben wij de coördinator aangeschreven en wachten wij op haar antwoord. We houden u uiteraard op de hoogte zodra we hier meer informatie over hebben.

Het is duidelijk dat we de Burgerdienst niet op eigen kracht binnen de gemeente Oudergem kunnen organiseren. We zullen echter onze strategie voortzetten om zoveel mogelijk stagiairs op te nemen in crèches en scholen, en dit eventueel uitbreiden naar andere gemeentelijke diensten zoals openbare netheid, de CEMPA, enz. Dit natuurlijk binnen de grenzen van onze mogelijkheden, gezien het feit dat we nu al taken opvangen die door hogere overheden worden verwaarloosd.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Cécile Henrard

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 21 februari 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos